

# TRIBUNE.

# OUVRIERE.

Février 1960

Journal publié par un groupe  
d'ouvriers de la Régie Renault

Numéro 63

## LES FAUSSES ALTERNATIVES

Aujourd'hui les organisations ouvrières placent les travailleurs devant cette alternative : gaullisme ou fascisme, et leur demandent de soutenir le premier pour combattre le second. En 1956 également, ces mêmes organisations plaçaient les travailleurs devant une autre alternative : défendre le gouvernement de gauche (Guy Mollet) en votant les pouvoirs spéciaux pour continuer la guerre en Algérie ou soutenir la droite. En 1958, les organisations ouvrières reculaient encore et prétendaient qu'il fallait défendre un gouvernement de droite (Pflimlin) contre le gaullisme. En 1960, nouveau recul de ces organisations qui défendent cette fois le gaullisme contre un soi-disant danger fasciste.

Toutes ces politiques n'ont apporté en réalité qu'une chose : l'installation progressive d'un Etat de plus en plus fort. Tout cela s'est réalisé parce que les alternatives qu'on posait aux travailleurs étaient des alternatives fausses.

En 1956, par exemple, il n'y avait pas que 2 alternatives - Mollet ou la droite - il y en avait une troisième : celle des travailleurs. Pour arrêter la guerre d'Algérie il n'y avait qu'un moyen, celui de systématiser les manifestations et les grèves contre le départ des Rappelés. Cela les organisations ouvrières ne l'ont pas voulu. En 1958 également les organisations ouvrières persuadaient les travailleurs que le meilleur moyen d'arrêter le gaullisme c'était de rester calme et de chanter la Marseillaise avec les députés de la IVème République. Et maintenant on nous fait cette autre proposition : le gaullisme ou le fascisme.

Quelles sont ces deux formes de gouvernement : Le gaullisme, c'est l'Etat fort. Le fascisme c'est aussi l'Etat fort. Dans les deux cas l'Etat fort ne sera pas au service des travailleurs ; il sera, au contraire, dirigé contre eux, contre leurs revendications et leur éventuelle manifestation.

On essaie de nous faire croire que le meilleur moyen de lutter contre l'éventualité d'une dictature des colons c'est de donner tous les pouvoirs à un général. On veut nous persuader que le meilleur moyen de lutter contre l'arrogance des colons, c'est de soutenir les banquiers. Mais au travers de tout cela où sont les intérêts des travailleurs ? Nulle part. Ni dans un système ni dans l'autre. Jusqu'à présent les organisations ouvrières ont demandé aux travailleurs de choisir un système de domination bourgeoise à un autre et en définitive : la bourgeoisie a choisi, elle-même, la forme de gouvernement qui lui convenait le mieux. CETTE POLITIQUE NE POUVAIT AMENER QUE LE DESINTERESSEMENT DE PLUS EN PLUS PROGRESSIF DES TRAVAILLEURS POUR UNE POLITIQUE DANS LAQUELLE LEURS INTERETS N'ETAIENT JAMAIS MIS EN AVANT. NON SEULEMENT CECI A DETOURNE LES TRAVAILLEURS DE LEURS VERITABLES INTERETS MAIS A AUSSI ENCOURAGE LA POLITIQUE DE LA BOURGEOISIE QUI N'A PLUS PERSONNE QUI SE DRESSE DEVANT SES OBJECTIFS.

.. / ...

Aujourd'hui toutes les forces politiques parlent comme si les ouvriers n'avaient aucun intérêt particulier à défendre ; comme si les intérêts des banquiers gaullistes étaient les mêmes que ceux des O.S. de chez Renault. Et maintenant où est-il le véritable danger pour les travailleurs ? Quelques uns des fantoches d'Alger, des colonels en retraite ou des faiseurs de barricades sont en prison et ceux qui les ont mis en prison continuent la même politique mais se présentent à nous en défenseurs des libertés démocratiques : en un mot le véritable danger c'est le gaullisme. Le danger c'est cet Etat de plus en plus totalitaire qui grignote les salaires des travailleurs. Ce danger il ne s'appelle pas Massu, il s'appelle de Gaulle.

Le danger c'est le pouvoir fort de de Gaulle qui réussit à faire passer dans la réalité les rêves des tortionnaires d'Alger, à institutionaliser la torture, à couvrir l'Algérie de camps de concentration. Et c'est tout cela que les organisations ouvrières appellent aujourd'hui "les libertés démocratiques". Le danger c'est le gaullisme qui jette la poudre de l'autodétermination aux yeux des travailleurs français et musulmans. En réalité LE GAULLISME C'EST LA CONTINUATION DE LA GUERRE et ce n'est pas la paix, comme on veut nous le faire croire. Le gaullisme c'est l'augmentation de notre exploitation, c'est aussi l'Etat fort derrière lequel, de la droite à la gauche, tous les partis se trouvent réunis. C'est cela le véritable danger. Mais les organisations ouvrières préfèrent cacher leur vide politique derrière la lutte soi-disant anti-fasciste et après avoir déguisé le grand Charles en fasciste elles l'habillent aujourd'hui en défenseur de la classe ouvrière.

L'opération reste toujours la même : tromper les travailleurs pour garder la petite place dans les institutions de l'Etat même si celles-ci sont gaullistes!

-----  
POURQUOI NOUS N'AVONS PAS PARTICIPE A L'ARRET NATIONAL.  
DU TRAVAIL DU LUNDI 1er FEVRIER 1960

Le lundi 1er février en arrivant au travail, la plupart de nos camarades s'interrogent : "Tu t'arrêtes toi ?", "Et toi ?". Pour les militants de la C.G.T. ça ne pose pas de question. Pour les quelques admirateurs du grand Charles non plus : ils s'arrêteront. Mais pour nous, la grande masse de l'atelier qui n'est pas syndiquée, nous voulons essayer de comprendre et décider nous-mêmes si nous allons arrêter le travail ou non. Dans tous les coins de l'atelier la discussion oppose les partisans de l'arrêt et les autres.

- "Il faut s'opposer au fascisme"
- "Vous allez faire grève pour soutenir Charlot alors que nous sommes allée à la République le 28 Mai 58 pour l'empêcher de prendre le pouvoir !"
- "Bien sûr, mais de Gaulle c'est mieux que Massu et les ultras d'Alger".
- "Vous nous avez dit la même chose le 28 Mai ; à l'époque Pflimlin c'était mieux que de Gaulle, aujourd'hui de Gaulle c'est mieux que Massu et demain vous direz qu'il nous faut soutenir Massu contre Soustelle et après demain Soustelle contre Biaggi. A la fin du compte, il nous faut donc toujours soutenir quelqu'un contre quelqu'un d'autre".
- "Nous aurions bonne mine de débrayer aujourd'hui alors que de Gaulle a parlé vendredi et que Paul Raynaud se félicitait hier au soir à la radio "que la classe ouvrière allait manifester aujourd'hui son soutien au général".
- "Nous arrivons après la bataille. Aujourd'hui il n'y a plus à se mouiller parce que ce sera bien vu de faire grève. La semaine dernière personne n'a appelé à faire la grève.... tous les partis et syndicats attendaient le discours...."
- "Le S.I.R. est contre la grève. Pour ne pas être mélangés à ceux-là nous pourrions débrayer, aller au meeting et montrer notre position en criant : A bas de Gaulle, vive l'indépendance algérienne, à bas la guerre."
- "Mais la fin de la guerre nous l'aurons par l'autodétermination ?"
- "Tu y crois toi à l'autodétermination de de Gaulle qui ne cache pas que la première étape c'est la pacification et la seconde le contrôle des élections par l'armée ?"

..//...:

- "Et alors comment les Algériens qui sont pour l'indépendance pourraient-ils voter librement sous le contrôle de l'armée si on les tue tous avant ?"

Tout le monde est d'accord on ne débrayera pas.

A 11 heures, 10 % de l'atelier arrête son travail et sort. A voir les gars qui partent les derniers hésitants restent. Les "grévistés" sont de 3 catégories. Il y a d'abord le délégué et quelques sympathisants. Viennent ensuite quelques gaullistes. Et enfin les gars qui trouvent l'occasion de faire une fois la "grève" sans se mouiller. De ces lèche-bottes il y en a un certain nombre qui avaient dit qu'ils débrayeraient et au dernier moment ils se dégonflent. Le délégué, lui n'est pas content. Il n'a rien fait pour convaincre les gars de son propre atelier sur l'utilité de cet "arrêt national" (comme dirait "l'Huma") et il vient maintenant s'en prendre à ses adhérents qui sont restés à leur machine et leur reproche de "suivre les démagogues et de ne pas appliquer les directives syndicales". Toujours les grands mots d'usage.

Les cadres du département paraissent surpris de voir un atelier aussi unanime dans le refus de soutenir l'effort de son président de la République. Quant à la maîtrise, elle n'a nulle part fait la grève non pas qu'elle soit avec les ultras mais elle est avant tout arriviste et conformiste. Il faut qu'elle préserve sa dignité avant tout et même pour soutenir de Gaulle elle ne peut pas se mêler aux ouvriers. Sans doute elle trouve normal que les travailleurs perdent de 3 à 500 francs pour plébisciter de Gaulle, mais elle, elle n'aura pas sa paye imputée d'une heure.

Ce même jour à 13 heures nous apprenions que les insurgés d'Alger étaient sortis de leur camp, drapeaux en tête, défilant devant les para qui leur présentaient les armes.

Cette sinistre mascarade à laquelle on voulait nous associer nous a remémoré d'autres manifestations et des grèves que nous avons vécues ou connues par des camarades. Nous qui n'étions pas des "patriotes" les flics ne nous ménagèrent pas. Si nous avions une leçon à tirer de ces événements c'est qu'il faut parfois peu d'hommes décidés pour faire trembler un gouvernement. Nous rêvons à ce que pourrait être la peur des gouvernants si un jour la multitude ouvrière se prenait à agir par sa seule volonté et pour ses intérêts propres.

CAMARADE LECTEUR,

Tu nous lis chaque mois et tu dis c'est bien, c'est très bien. Ne te contente pas d'approuver ou de désapprouver ; apporte-nous ton aide sous toutes les formes. Fais lire Tribune Ouvrière autour de toi. Discute des articles avec tes camarades de travail. Suggère des idées et ne crains pas de les mettre au net sur du papier. Soutiens-nous financièrement. TRIBUNE OUVRIERE ne vit que par les souscriptions des camarades qui veulent que cet organe reflète la réalité de la vie à l'usine. Les ouvriers ont leurs préoccupations et c'est celles-ci qu'il faut crier dans ce Journal.

T.O.

## LE POUVOIR DE L'ARMÉE

A qui rimait la mise en scène d'Alger ? Essayons de faire le bilan. Les barricades se sont fléchies aux cris de "Vive l'Armée", les militaires ont fourni les armes, les conseillers techniques et à la fin de la comédie les négociations et marchandages se sont faits directement entre les colonels et les insurgés.

Mais pourquoi y a-t-il eu insurrection ? Ortiz l'a déclaré clairement : de Gaulle devait renoncer à sa politique du 16 Septembre. Or, ce fameux discours où de Gaulle annonçait qu'il laissait à l'Algérie le choix de l'autodétermination il ne l'avait écrit qu'après avoir fait la célèbre tournée des popotes. Coincé entre la pression internationale de la session de l'O.N.U. et la volonté des militaires, il avait présenté un choix. Ce choix les militaires l'ont refusé. Et pas seulement les colonels algériens mais tout l'Etat-major, ministre des armées y compris. De Gaulle a si bien entendu l'avertissement des barricades qu'il a donné à l'armée la garantie formelle que c'est elle qui contrôlerait les élections qui devront décider du sort de l'Algérie. On sait ce que cela veut dire. Comme la direction politique du F.L.N. n'a pas le pouvoir de faire déposer les armes aux paysans algériens qui se battent pour la terre, il est maintenant évident que tous les éléments sont bien en place pour que cette guerre dure encore très longtemps. Que de Gaulle ait continué à parler d'autodétermination pour ne pas avoir l'air de caler devant un cafetier n'a aucune importance. Qu'on prenne des sanctions contre quelques militaires trop voyants, qu'on mette de Sérigny et d'autres en prison ne prouve rien. Malraux après le 13 Mai avait bien annoncé qu'il n'y avait plus de tortures en Algérie... c'était pourtant l'époque où l'on ouvrait des écoles de torture. Conclusion : l'armée ne voulait pas de l'autodétermination ; de Gaulle en ayant annoncé la possibilité, l'armée a lancé les activistes et de Gaulle a fait machine arrière.

Mais reconnaître que de Gaulle suit l'armée n'avance guère. Il faut se demander pourquoi l'armée ne veut pas de l'autodétermination, même dans plusieurs années, comme l'avait annoncé le discours du 16 Septembre. D'abord qu'est-ce que cette armée ?

1°) - Elle n'a plus dans le pays son rôle classique, c'est-à-dire qu'elle ne sert plus à sa défense n'ayant ni fusée ni arsenal atomique. De plus la France étant devenu un petit pays, économiquement sous la dépendance d'autrui, l'armée qui est normalement le signe de l'indépendance d'une nation (surtout avec la tradition de l'armée française) ne peut pas s'habituer à disparaître.

2°) - Sévèrement battus en Indochine les hommes qui font la guerre en Algérie ne peuvent accepter une deuxième défaite. Or ils ne peuvent pas davantage réduire militairement le F.L.N. : d'où l'installation dans un état de guerre qui permet seul de retarder le dénouement.

3°) - Cette implantation en Algérie doit présenter un côté positif, c'est-à-dire des réalisations économiques réelles si l'armée veut pouvoir poursuivre sa guerre sans être menacée sur ses arrières par la population musulmane unanime. C'est ainsi qu'un grand nombre de militaires, chaque jour plus important, abandonne le métier des armes pour construire des routes, des écoles, des maisons, apprendre à conduire des tracteurs, construire des barrages pour l'irrigation, etc... L'armée devient ainsi lentement un corps de techniciens et non plus de soldats. Certes cette activité est évidemment artificielle et factice. Outre que souvent les militaires-constructeurs réparent ce que les militaires-destructeurs ont démolit tout cela ne peut se faire que parce qu'il y a un énorme budget de guerre et que le gouvernement et la bourgeoisie ont organisé toute leur politique autour de la continuation de la guerre. Depuis la Libération c'est la seule constante de la politique française : la guerre coloniale.

On arrive alors à la question essentielle : à qui profite cette guerre et cet

.../...

cat de chose :

En premier lieu à l'armée qui touche la double solde alors qu'une toute petite fraction seulement connaît les risques de la guerre. (1)

En second lieu à quelques petits groupes de capitalistes qui font de somptueux bénéfices dans cette situation. D'abord les colons d'Algérie, ensuite les Sociétés Françaises de pétrole, et enfin les armateurs qui transportent troupes et matériel à travers la Méditerranée. (2)

Il est évident que le reste du pays (y compris le grand patronat et les technocrates) est contre cette guerre. Mais les mêmes constatent avec une désarmante unanimité que l'économie française peut très bien supporter cette guerre et pendant longtemps encore malgré la concurrence du Marché Commun. Tout se passe comme si le patronat français s'était habitué à cette idée que la guerre d'Algérie remplaçait la construction : "Quand le bâtiment va tout va". Mais comme le budget militaire est improductif il faut bien prélever ailleurs, dans le revenu national, sa contre partie. Ainsi d'année en année se détériore l'appareil économique du pays : construction d'abord, puis écoles, puis paysannerie, puis niveau de vie des ouvriers, puis etc...

Lentement se constitue ainsi un régime qui tourne surtout à l'avantage d'un tout petit groupe qui ne représente économiquement qu'une forme attardée et dépassée de la société contemporaine. Il n'y a pas de sections d'assaut qui défilent dans la rue selon la tradition hitlérienne ou mussolinienne... mais pourquoi ce régime s'en embarrasserait-il puisqu'il n'a pas en face de lui d'opposition populaire déterminée et efficace ? Les syndicats sont là pour étouffer la combativité ouvrière et il faut reconnaître qu'ils l'ont fait jusqu'ici avec beaucoup de talent et d'efficacité. C'est pourquoi tant que nous accepterons de laisser ces intermédiaires organiser notre combat et diriger notre force, il ne faudra pas s'étonner de voir le régime devenir de plus en plus fasciste même s'il n'en prend pas le nom et s'il ne revêt pas l'apparence que nous lui avons connu durant ces 30 dernières années.

- 
- (1) - La perspective de construire des ponts ou de jouer aux experts agronomes pendant de longues années est séduisante, on le comprend, surtout avec l'espoir d'une retraite de colonel ou de général à la fin de la carrière. L'autre alternative est la disparition de l'armée ou du moins son ravalement au rang de l'armée suisse ce qui mettrait la plupart des officiers en chômage et dans l'obligation de redevenir civil et de gagner leur vie comme tout le monde....
  - (2) - Ce sont ces petits groupes qui font beaucoup de bruit et s'agitent sur le devant de la scène en criant "Algérie française" alors qu'ils placent leurs capitaux à l'étranger ou profitent de ces bénéfices de guerre non pour se développer mais pour changer de secteurs d'activités. Ces mêmes groupes menacent Paris d'une descente de parachutistes alors qu'ils savent bien qu'ils ne peuvent amputer l'armée au combat des effectifs nécessaires à mener une guerre civile en métropole.

---

CAMARADES !

Faites vos critiques et suggestions. Aidez-nous. Donnez votre soutien.

---

## LA GREVE, ET POURQUOI ?

Le 1er Février, dans l'équipe du soir des départements I4 et I5, la C.G.T. sort un tract demandant de faire une grève d'une heure (de 22 h. 30 à 23 h. 30) pour défendre la République, 5ème du nom. Et cette grève "nationale", comme ils l'ont appelée, ne signifie rien. Malgré le grand nombre de "grévistés", la majorité des gars est contre alors pourquoi sont-ils partis ? Premièrement, les délégués ont dit : "Cette grève d'une heure vous sera payée", affirmation gratuite comme beaucoup d'autres. Deuxièmement, pour le plus grand nombre c'était la possibilité de rentrer chez eux une heure plus tôt. Et dernier point, il y a ceux qui ne veulent jamais se tremper, les éternels constipés, qui pensent : "Si tous s'en vont, je m'en irai aussi". Quant aux chefs, comme à l'habitude ils sont restés à leur poste : un gardien de prison n'a jamais d'opinion, il est gardien de prison sous tous les régimes.

Que nous demandait-on ? De choisir entre la trique et les coups de pieds au cul ? Car de Gaulle est venu "sauver la France", qu'ils disent, mais avec le concours de qui ? Des capitalistes, du Vatican, des ultras (qu'on nommait hier patriotes) et aussi avec la complicité des partis de "gauche" ? C'est donc une affaire de bourgeois et autres racailles, alors qu'ils se démerdent entre eux ! Ce n'est pas à nous à faire la grève pour eux.

Les organisations syndicales racontent "sauvons la République" au fait laquelle ? Il n'y a pas si longtemps il fallait défendre la 4ème République et pour celle-ci les partis et les syndicats n'ont pas fait tant de bruit. Au mois de Mai 58 il fallait aller se promener à la République "dans l'ordre et la dignité et pas de provocations surtout, pas de bagarres" le de Gaulle et ses complices devaient bien se marrer. Et ces mêmes organisations syndicales ajoutent : "s'il y a eu des insurgés et que l'armée s'est jointe à eux, c'est à la suite de graves négligences et d'imprévoyances...." mais dites donc beaux messieurs, quand un ouvrier ne fait pas son travail on le fiche à la porte, non ? Et mon copain il a raison quand il dit : "Et c'est ce grand salaud qu'il veulent défendre ? Pas question !"

En définitive les uns et les autres veulent que l'Algérie reste française et que vos fils, vos frères, de jeunes pères de famille aillent se faire tuer pour les intérêts de ceux qui nous méprisent. Avec de Gaulle ou Bidault c'est du pareil au même. L'un avec son képi étoilé et l'autre avec son goupillon sont tous les deux des assassins.

Mais quand enfin les travailleurs auront assez de tout ce baratin, qu'ils reprendront conscience de leur véritable dignité d'hommes et qu'ils retrouveront l'esprit révolutionnaire qui a fait la 1ère République, des "connaissances" comme disent les autres, il ne leur en manquera pas pour diriger leur lutte. Quant à la "caisse de grève" ils sauront où la trouver : chez les industriels et autres cultivateurs de l'avenue du Bois de Boulogne ; là, ils récupéreront l'argent qui leur a été volé, et continue à l'être, au détriment de leur niveau de vie et de leur santé. Alors ce jour-là, les bonzes de toutes les Centrales syndicales n'auront plus qu'à se faire châtrer : la classe ouvrière ne les engraissera plus. Pour les Révolutionnaires qui, par esprit d'opportunité, disent "il faut s'allier avec ceux-là aujourd'hui", (et ont toujours une barricade dans leur poche), il ferait mieux de retourner jouer à la marelle. Seuls vaincront les ouvriers, employés, paysans et intellectuels unis en dehors de tous les partis.

-----  
CAMARADE, N'OUBLIE PAS TON SOUTIEN.